

Arrêté :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2, b), de l'arrêté du Gouvernement du 29 juin 2007 relatif à la mise en œuvre, par plan particulier du sol, de la zone d'intérêt régional n° 11 - Cité administrative est modifié comme suit :

Après : « Du point de vue de l'affectation du site, le PPAS veillera à créer une mixité fonctionnelle sur le site, à savoir :

— (1<sup>er</sup> alinéa) un maximum de 70 000 m<sup>2</sup> de fonction administrative, », ajouter « dans les bâtiments C, D et F de la Cité Administrative sans autre extension dans le périmètre de la zone d'intérêt régional ».

**Art. 2.** après « un minimum de 35 % de logement » (2e alinéa), ajouter « dans le périmètre de la zone d'intérêt régional ».

Bruxelles, le 14 mai 2009.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Wordt vastgesteld :

**Artikel 1.** Het artikel 2, b), van het regeringsbesluit van 29 juni 2007 betreffende de tenuitvoerbrenging, via een bijzonder bestemmingsplan van het GGB nr. 11 - Administratief Centrum wordt als volgt gewijzigd :

Na : « Met het oog op de bestemming van de site zal het BBP ertoe strekken een functionele gemengdheid tot stand te brengen op de site, meer bepaald :

— (1e alinea) maximaal 70 000 m<sup>2</sup> krijgt een administratieve bestemming, » toevoegen « in de gebouwen C, D en F van het Administratief Centrum zonder andere uitbreiding binnen de perimeter van het gebied van gewestelijk belang ».

**Art. 2.** na « minimaal 35 % wordt bestemd voor huisvesting » (2e alinea), toevoegen « binnen de perimeter van het gebied van gewestelijk belang ».

Brussel, 14 mei 2009.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

#### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 2214

[C - 2009/31343]

##### 26 MARS 2009. — Arrêté 2008/1339 du Collège de la Commission communautaire française fixant la structure des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française;

Vu la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment les articles 79 et 79bis;

Vu l'arrêté du 17 décembre 1998 du Collège de la Commission communautaire française relatif à la gestion fonctionnelle du Service à gestion séparée mettant en œuvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées modifié par les arrêtés du Collège du 21 décembre 2000 et du 30 mai 2002;

Vu l'arrêté du 4 mars 1999 du Collège de la Commission communautaire française fixant la structure des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget;

Vu l'avis du Comité supérieur de concertation donné le 5 février 2009;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

**Art. 2.** Tous les titres et fonctions mentionnés dans le texte du présent arrêté sont à lire tant au masculin qu'au féminin.

**Art. 3.** Les Services du Collège de la Commission communautaire française sont organisés en 6 directions d'administration, 21 services et 14 cellules.

La coordination des Services du Collège est assurée par l'Administrateur général et l'Administrateur général adjoint qui réunissent périodiquement chaque direction d'administration et l'ensemble des conseillers chefs de services relevant de ces directions afin d'assurer le suivi des dossiers et d'assurer une coordination efficace de l'ensemble des services de l'administration.

Les 6 directions d'administration sont placées sous les liens hiérarchiques des Fonctionnaires dirigeants;

Un protocole de fonctionnement répartissant dans leur ligne hiérarchique respective les matières relevant des différentes directions d'administration sera soumis au collège par les Fonctionnaires dirigeants, après concertation avec le conseil de direction.

Les directions d'administration, services et cellules sont répartis comme suit :

1. Direction d'administration des affaires générales et des ressources humaines :

- service du personnel et des pensions;

- service de la fonction publique, des affaires juridiques, des marchés publics et des assurances, en ce compris le secrétariat des organes visés par le statut syndical;

- service de la formation et de l'organisation des examens;

- service des relations internationales, de la coordination du suivi des Directives européennes et de la communication externe.

2. Direction d'administration des affaires budgétaires et patrimoniales :

- service du patrimoine, de l'infrastructure, de la gestion des bâtiments et de l'économat (en ce compris l'organisation de l'accueil et des chauffeurs);

- service du budget, de la comptabilité et de la trésorerie.

### 3. Direction d'administration des affaires culturelles et du tourisme :

La direction d'administration des affaires culturelles et du tourisme est dotée d'une cellule petite enfance placée sous l'autorité directe du directeur d'administration.

La direction d'administration est composée comme suit :

- service de la culture;
- service des affaires socioculturelles et du sport (en ce compris le secteur parascolaire culturel et pédagogique);
- service du tourisme.

### 4. Direction d'administration de l'enseignement et de la formation professionnelle :

La direction d'administration de l'enseignement et de la formation professionnelle est dotée d'une cellule budgétaire et administrative placée sous l'autorité directe du Directeur d'administration.

Sont également placés sous l'autorité directe du Directeur d'administration :

- l'auditorium Jacques Brel du Ceria;
- le hall omnisports du Ceria;
- la haute Ecole Lucia de Brouckère.

La direction d'administration est composée comme suit :

- service technique des sites d'enseignement;
- service de l'organisation pédagogique et logistique;
- service de la gestion des carrières du personnel enseignant et des structures des établissements scolaires (en ce compris la coordination du personnel administratif des sites d'enseignement);
- service de la formation professionnelle (en ce compris le secteur de la formation P.M.E.) et du transport scolaire;
- service de l'Institut de Recherches microbiologiques J.M. WIAME.

### 5. Direction d'administration des affaires sociales et de la santé :

La direction d'administration des affaires sociales et de la santé est dotée de deux cellules placées sous l'autorité directe du directeur d'administration.

- Cellule inspection et études;
- Cellule d'accompagnement de la démarche de l'évaluation qualitative.

La direction d'administration est composée comme suit :

- service de la santé;
- service des affaires sociales (en ce compris la cohésion sociale).

### 6. Direction d'administration de l'aide aux personnes handicapées :

La direction d'administration de l'aide aux personnes handicapées est dotée de cinq cellules placées sous l'autorité directe du directeur d'administration :

- cellule information, observatoire et documentation;
- cellule inspection;
- cellule initiatives;
- cellule comptabilité;
- cellule « grande dépendance ».

La direction d'administration est composée comme suit :

- service des prestations individuelles;
- service de l'accueil et de l'hébergement;
- service de l'emploi et des aides à l'intégration;
- service d'accompagnement Etoile polaire et crèche.

Sous l'autorité directe de l'administrateur général :

- le service interne de prévention et de protection du travail;
- la cellule du secrétariat général chargé de coordonner la chancellerie, la communication interne, la politique générale, les dossiers transversaux et le suivi des notes de service; les relations avec le secteur « informatique » et le service social, ainsi que les relations avec les organisations représentatives du personnel;

- la cellule des archives;
- les permanents syndicaux;
- le personnel affecté au secrétariat de l'Inspecteur des Finances;
- le personnel affecté au service social.

Sous l'autorité directe du Fonctionnaire dirigeant dont relève la direction d'administration des affaires budgétaires et patrimoniales :

- la cellule de contrôle interne;
- la cellule de contrôle de l'utilisation des subsides;
- la cellule du cadastre des subventions;
- le personnel affecté au contrôle des engagements.

**Art. 4.** Le chapitre II contenant les articles 4 à 9 de l'arrêté du 17 décembre 1998 du Collège de la Commission communautaire française relatif à la gestion fonctionnelle du Service à gestion séparée mettant en œuvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées est abrogé.

**Art. 5.** L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 fixant la structure des Services du Collège de la Commission communautaire française est abrogé.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 7.** Le Membre du Collège compétent pour la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 26 mars 2009.

Par le Collège :

Président du Collège chargé de la Fonction publique, de la Santé,  
B. CEREXHE

Membre du Collège, chargée de la Formation professionnelle,  
de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire,  
Mme F. DEPUIS

Membre du Collège, chargée du Budget, des Personnes handicapées et du Tourisme,  
Mme E. HUYTEBROECK

Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale,  
Ch. PIQUE

Membre du Collège chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport,  
E. KIR

—————  
VERTALING

#### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 2214

[C - 2009/31343]

#### 26 MAART 2009. — Besluit 2008/1339 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de structuur van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, inzonderheid de artikelen 79 en 79bis;

Gelet op het besluit van 17 december 1998 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het functioneel beheer van de Dienst met eigen beheer die instaat voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op het besluit van 4 maart 1999 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de structuren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met de Begroting;

Gelet op het advies van het Hoger Overlegcomité;

Op voorstel van het Lid van het College belast met het Openbaar Ambt,

Besluit :

**Artikel 1.** Onderhavig besluit regelt een materie bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** Alle, in de tekst van onderhavig besluit vermelde titels en functies moeten zowel in het mannelijk als in het vrouwelijk gelezen worden.

**Art. 3.** De Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie zijn samengesteld uit 6 directiebesturen, 21 diensten en 14 cellen.

De coördinatie van de Diensten van het College wordt verzekerd door de Administrateur-Generaal en de Adjunct-Administrateur-Generaal die elk directiebestuur en het geheel van de adviseurs-hoofden van dienst die onder die directies ressorteren periodiek samenroepen om de opvolging van de dossiers te verzekeren evenals een doeltreffende coördinatie van het geheel van de diensten van het bestuur.

De 6 directiebesturen staan onder de hiërarchische banden van de leidende ambtenaren;

Een werkingsprotocol dat de materies die onder de verschillende directiebesturen ressorteren in hun respectievelijke hiërarchische lijn verdeelt zal door de leidende ambtenaren aan het College worden voorgelegd, na overleg met de Directieraad.

De directiebesturen, diensten en cellen zijn als volgt opgesplitst :

1. Directiebestuur van algemene zaken en human resources :

- dienst personeel en pensioenen;

- dienst openbaar ambt, juridische zaken, overheidsopdrachten en verzekeringen, met inbegrip van het secretariaat van de door het vakbondsstatuut bedoelde organen;

- dienst opleiding en organisatie van de examens;

- dienst internationale betrekkingen, coördinatie van de opvolging van de Europese richtlijnen en van de externe communicatie.

2. Directiebestuur van budgettaire en vermogensrechtelijke zaken :

- dienst erfgoed, infrastructuur, beheer gebouwen en economaat (met inbegrip van de organisatie van het onthaal en de chauffeurs);

- dienst begroting, boekhouding en schatkist.

### 3. Directiebestuur van culturele zaken en toerisme :

Het directiebestuur van culturele zaken en toerisme beschikt over een cel kleine kinderen die onder de rechtstreekse bevoegdheid van de bestuursdirecteur staat.

Het directiebestuur is als volgt samengesteld :

- dienst cultuur;
- dienst sociaal-culturele zaken en sport (met inbegrip van de culturele en pedagogische parascolaire sector);
- dienst toerisme.

### 4. Directiebestuur van onderwijs en opleiding :

Het directiebestuur van onderwijs en opleiding beschikt over een budgettaire en administratieve cel die onder de rechtstreekse bevoegdheid van de bestuursdirecteur staat.

Staan eveneens onder de rechtstreekse bevoegdheid van de bestuursdirecteur :

- het auditorium Jacques Brel van de Ceria;
- de omnisporthal van de Ceria;
- de Hogeschool Lucia de Brouckère.

Het directiebestuur is als volgt samengesteld :

- technische dienst van de onderwijsplaatsen;
- dienst pedagogische en logistieke organisatie;
- dienst beheer van de loopbanen van het onderwijzend personeel en van de structuren van de schoolinstellingen (met inbegrip van de coördinatie van het administratief personeel van de onderwijsplaatsen);
- dienst beroepsopleiding (met inbegrip van de sector van de K.M.O.-opleiding) en van het schoolvervoer;
- dienst van het « Institut de Recherches microbiologiques J.M. WIAME ».

### 5. Directiebestuur van sociale zaken en gezondheid :

Het directiebestuur van sociale zaken en gezondheid beschikt over 2 cellen die onder de rechtstreekse bevoegdheid van de bestuursdirecteur staan.

- Cel inspectie en studies;
- Cel begeleiding van de kwalitatieve evaluatie.

Het directiebestuur is samengesteld uit :

- dienst gezondheid;
- dienst sociale zaken (met inbegrip van de sociale cohesie)

### 6. Directiebestuur van bijstand aan gehandicapten :

Het directiebestuur van bijstand aan gehandicapten beschikt over 5 cellen die onder de rechtstreekse bevoegdheid van de bestuursdirecteur staan. :

- cel informatie, observatorium en documentatie;
- cel inspectie;
- cel initiatieven;
- cel boekhouding;
- cel « grote afhankelijkheid ».

Het directiebestuur is samengesteld uit :

- dienst individuele prestaties
- dienst opvang en huisvesting;
- dienst tewerkstelling en hulp bij integratie;
- dienst begeleiding Etoile polaire en crèche.

Onder de rechtstreekse bevoegdheid van de Administrateur-Generaal :

- De interne dienst voor preventie en veiligheid op de werkvloer;
- de cel van het secretariaat-generaal belast met de coördinatie van de kanselarij, de interne communicatie, het algemeen beleid, de transversale dossiers en de opvolging van de dienstnota's; de betrekkingen met de sector « informatica » en de sociale dienst, evenals de betrekkingen met de representatieve organisaties van het personeel;
- de cel archieven;
- de syndicale medewerkers;
- het personeel toegewezen aan het secretariaat van de Inspecteur van Financiën;
- het personeel toegewezen aan de sociale dienst.

Onder de rechtstreekse autoriteit van de leidende ambtenaar waaronder het directiebestuur van budgettaire en vermogensrechtelijke zaken ressorteren :

- de cel interne controle;
- de cel controle op het gebruik van de subsidies;
- de cel van het kadaaster van de toelagen;
- het personeel toegewezen aan de controle op de vastleggingen.

**Art. 4.** Hoofdstuk II met de artikelen 4 tot 9 van het besluit van 17 december 1998 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het functioneel beheer van de Dienst met eigen beheer die instaat voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces wordt opgeheven.

**Art. 5.** Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 tot vaststelling van de structuur van de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt opgeheven.

**Art. 6.** Onderhavig besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 7.** Het Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, op 26 maart 2009.

Door het College :

Voorzitter van het College belast met Openbaar Ambt en Gezondheid,

B. CEREXHE

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer,

Mevr. F. DUPUIS

Lid van het College, belast met Begroting, Bijstand aan Gehandicapten en Toerisme,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Lid van het College belast met de Sociale Cohesie,

Ch. PIQUE

Lid van het College, belast met Sociale Acties, Gezinnen en Sport,

E. KIR

#### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 2215

[C – 2009/31354]

**4 JUN 2009. — Arrêté 2008/1467 du Collège de la Commission communautaire française fixant le cadre organique des services du Collège de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 79 inséré par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le règlement du 27 novembre 1998 habilitant le Collège de la Commission communautaire française à fixer le cadre organique du personnel de ses services;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 fixant le cadre organique des services du Collège de la Commission communautaire française modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 6 février 2003 et du 1<sup>er</sup> avril 2004;

Vu le protocole n° 2009/008 du 5 mars 2009 du Comité de secteur XV, Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 3 décembre 2008;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** § 1. Le cadre organique des services du Collège de la Commission communautaire française est fixé comme suit :

#### I. SERVICES CENTRAUX :

1. Niveau 1		
Administrateur général	1	
Administrateur général adjoint	1	
Directeur d'administration	6	
Conseiller chef de service	18	
Premier conseiller (grade en extinction)	}	
Directeur (grade en extinction)		
Conseiller (grade en extinction)		
Attaché ou Attaché principal		124 *
Psychologue ou Psychologue principal		
Ingénieur ou Ingénieur principal		
Ingénieur industriel ou Ingénieur industriel principal		
Architecte ou Architecte principal	}	
* Dont minimum :		
Médecin ou Médecin principal		}
OU	7	
Médecin spécialiste ou médecin spécialiste principal		